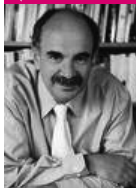


UN MONDE SANS REPÈRES ?

À partir de trois événements majeurs de 2008 et 2009, Michel Wieviorka nous invite à concilier deux manières de penser le monde. L'une retient de la modernité actuelle ce qu'elle a d'imprévisible et de contingent. L'autre, se refusant à ce défaitisme de la pensée, souhaite inscrire chaque événement dans l'histoire. Retour sur l'élection de Barack Obama, la « crise » et l'épidémie de grippe A (H1N1), passées au filtre de chacune de ces grilles de lecture, pour mieux apprécier la dualité d'interprétations que ces faits – parmi d'autres – peuvent générer.

|| MICHEL WIEVIORKA



Michel Wieviorka est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales et dirige le Centre d'analyse et d'intervention sociologiques (CADIS). Il est l'administrateur de la Fondation Maison des sciences de l'Homme, coanime avec Georges Balandier les *Cahiers internationaux de sociologie* et préside l'Association internationale de sociologie.

19

DEUX MANIÈRES DE PENSER LE MONDE

Deux thèses méritent d'être confrontées dès qu'il s'agit de penser les grands problèmes du monde contemporain. La première insiste sur leur caractère relativement imprévisible et soudain. Elle s'intéresse au court terme, voire au très court terme, faisant fi d'un quelconque principe de structuration, de l'historicité. Elle met l'accent sur l'instabilité de certains phénomènes, parmi les plus décisifs, en même temps que sur leur capacité à se propager à une très grande vitesse dans le monde entier. Elle accorde une importance considérable aux médias avec une préférence pour les plus récents, fruits des nouvelles technologies. Dans cette approche, la modernité actuelle est devenue sans repères. C'est la « postmodernité » de Jean-François Lyotard, qui signalait la fin des « grands récits »¹, ou le passage à la modernité « liquide » de Zygmunt Bauman² pour qui, dans nos sociétés, les relations sociales ou

1 | Jean-François Lyotard, *La Condition postmoderne*, 1979, Minuit, rééd. 1994.

2 | Zygmunt Bauman, *L'Amour liquide : de la fragilité des liens entre les hommes*, Le Rouergue-Chambon, 2004 ; Zygmunt Bauman, *La Vie liquide*, Le Rouergue-Chambon, 2006.

humaines sont devenues impalpables, dominées par la flexibilité, l'insécurité ou l'instabilité. Cette modernité actuelle interdit à quiconque de se projeter dans l'avenir ; elle nous enferme dans le présent. Et si elle mobilise le passé, l'histoire, c'est pour mieux expliquer l'actuel. Il en va ainsi du jeu des mémoires et des souffrances historiques de victimes qui tentent d'obtenir reconnaissance dans l'espace public. Une telle conception met l'accent sur ce qui signe la déstructuration, la décomposition – celle des institutions, des États, des nations –, sur la mobilité des individus, supposés se déplacer dans des espaces nouveaux, transnationaux. Cette manière de penser le monde a ses variantes positives, et ses versions inquiètes, nostalgiques ou pessimistes.

S'y oppose une idée qui plaide, au contraire, pour que le changement soit examiné dans son épaisseur historique. De nombreux pays, dont la France, seraient entrés dans une nouvelle ère à partir du milieu des années 1970, et les principaux phénomènes méritant examen doivent, dans cette perspective, être situés dans la longue durée, en tout cas dans le moyen terme. Après ce que les Français ont pris l'habitude d'appeler les « Trente Glorieuses », caractérisées par un mode de développement confiant dans le progrès et la science, dominé par l'intervention des États, après l'ère industrielle, le fordisme, le taylorisme, après l'idée d'une forte correspondance de l'État, de la nation et de la société, nous sommes, de ce second point de vue, entrés dans une époque dominée par d'autres valeurs, et d'autres problèmes. C'est ainsi que les formules en « post » ont fait florès : postindustriel, post-moderne, postcolonial, postnational... Dans cette approche, on rompt également avec l'idée du *one best way* : les repères, sans disparaître, cessent d'être simples ou unidimensionnels. Le sociologue Shmuel Eisenstadt parle de modernités « multiples³ », et non plus d'une modernité unique, soulignant l'existence de divers modèles possibles pour la modernisation.

Il est tentant d'opposer ces deux approches, de les rendre inconciliables. Mais il est possible également de les articuler, et d'insister sur la complémentarité de leurs éclairages spécifiques.

L'année 2008 et le premier semestre 2009 ont été marqués, du point de vue de la gouvernance, notamment mondiale, par trois faits majeurs, qui nous permettent d'illustrer cette idée d'une dualité possible d'approches : l'élection de Barack Obama à la présidence des États-Unis, la crise financière et économique, et l'épidémie de la grippe initialement dite « mexicaine » ou « porcine ».

3 | Shmuel Eisenstadt, *Comparative Civilizations and Multiple Modernities*, Brill, 2003.

L'ÉLECTION DE BARACK OBAMA

Cette élection peut être lue comme le résultat d'une campagne intelligente et décidée, menée par le candidat d'abord au sein de son propre parti, et notamment contre Hillary Clinton, puis face au candidat républicain McCain. Elle marque la fin des années Bush, elle annonce une autre politique internationale de la part des États-Unis. Le candidat Barack Obama a su utiliser les ressources modernes de la communication, faire d'Internet un instrument permettant à des centaines de milliers de supporters de s'informer et de se préparer à faire du porte-à-porte en argumentant de façon précise et documentée. Il a su s'adapter à la crise naissante, trouver les mots et les idées susceptibles de rallier non seulement l'électorat démocrate, mais aussi une partie de celui qui vote d'ordinaire pour les républicains, là où son adversaire a donné l'impression de flotter. Telles sont, parmi d'autres, les remarques que l'on peut faire si l'on adopte le point de vue de la courte durée.

Mais l'élection de Barack Obama doit aussi être analysée dans la longue durée. Il en est ainsi, tout d'abord, si on considère le fait qu'il est métis et instruit, brillant diplômé de Harvard. Car il y a trente ou quarante ans, un tel résultat aurait été impensable. Entre-temps, il y a eu, après le mouvement pour les droits civiques des années 1950 et du début des années 1960, l'*Affirmative action* – que les Français appellent « discrimination positive » pour mieux marquer, dans l'ensemble, leur rejet de ces politiques volontaristes. Des élus de couleur apparaissent dans la vie publique américaine, maires de grandes villes, membres du Congrès. La diversité est une réalité dans les médias, dans la publicité, au cinéma, dans la vie économique, il existe une « Black bourgeoisie » qui a commencé à s'ébaucher dans les années 1950. Barack Obama est aussi le fruit de longues années de combats et de progrès de la cause des Noirs aux États-Unis : il est la partie visible de l'iceberg.

Barack Obama a annoncé, dès sa campagne, toute l'importance qu'il attachait à la recherche, à la science, et sa grande sensibilité aux thèmes du développement durable et de la croissance « verte ». Son propos, ici, s'enracine dans des réflexions et des propositions qu'il n'a pas forgées en quelques mois, mais dont les premières expressions fortes datent des années 1970. Il a progressé, de ce point de vue, sur des chemins défrichés par les luttes environnementalistes et écologistes, ou annoncés par des utopies comme celles que développait Ivan Illich⁴ à propos de l'école, de la santé, de la ville ou des transports.

4 | Cf., par exemple, Ivan Illich, *Une société sans école*, Seuil, 1971 ; *Nemesis médicale : l'expropriation de la santé*, Seuil, 1975. Deux volumes rassemblent ses *Œuvres complètes*, Fayard, 2004 et 2005.

LA « CRISE »

Dès qu'il s'agit d'analyser la crise actuelle, le récit dominant relève de la première des deux approches que nous avons distinguées. Tout aurait commencé, en effet, avec la « bulle » qui se gonfle aux États-Unis du fait des *subprimes* et du crédit à la consommation : des prêts sont accordés en très grand nombre à des individus ou à des couples qui n'ont pas les ressources pour les rembourser, si bien que les créances sont transformées en titres jusqu'au jour où le système s'effondre, entraînant une crise financière mondiale qui se prolonge en crise économique et sociale. Preuve que l'économie réelle, contrairement à ce qui se disait auparavant, n'est pas dissociée de la finance, mais qu'elle en est tributaire, et forme avec elle un attelage complexe. Le récit se poursuit parfois avec l'idée que la crise n'aura qu'un temps : elle n'est qu'un mauvais moment à passer, mais, tôt ou tard, le business repartira *as usual...* On trouve une version de ce récit dans le dernier ouvrage à succès de Jacques Attali⁵ pour qui, dans l'ensemble, la crise aurait commencé en 2007 ou 2008. Et si des événements plus anciens sont parfois évoqués pour traiter de la crise, ils sont au service de la comparaison. Ils n'installent pas le phénomène actuel dans une historicité ou dans une continuité. On se demandera, par exemple, jusqu'à quel point la comparaison avec 1929 fait sens.

Pourtant, ce récit peut s'ouvrir à une certaine perspective historique en faisant intervenir des éléments qui datent des années 1990, voire 1980. Chez certains économistes, un autre récit propose de rechercher les sources de la crise dans les processus de changements qui se sont mis en place au sortir des Trente Glorieuses. La crise financière devient alors un épisode dans une histoire longue. Elle représente, dans cette perspective, la première grande crise de la mondialisation avec une valeur paradigmatique tant elle illustre bien les dérives qui se profilaient depuis les années 1970 : montée de l'individualisme, de l'*ethos* du jeu, d'un certain cynisme ou de l'irresponsabilité, mise à l'écart de l'État et de la puissance publique, changements dans le management et les modes d'organisation des entreprises (bien décrits, par exemple, par Richard Sennett⁶), flexibilité, externalisation, mutation dans les équipes dirigeantes devenant l'expression de l'actionnariat et cessant d'incarner des logiques de production, déclin du syndicalisme, et tout particulièrement de ses variantes sociales-démocrates (« rhénanes », pour reprendre l'expression de Michel Albert⁷), etc.

Mais, suivant cette lecture, la crise vient aussi ponctuer l'entrée dans une ère qui n'est plus – ou *plus seulement* – celle des États-nations et de leurs relations internationales, mais celle de la globalisation. Son

5 | Jacques Attali, *La Crise, et après*, Fayard, 2009.

6 | Richard Sennett, *La Culture du nouveau capitalisme*, Albin Michel, 2006.

7 | Michel Albert, *Capitalisme contre capitalisme*, Seuil, 1991.

extension rapide à la planète tout entière vient le signifier, en même temps qu'elle met en valeur un phénomène qui a commencé à se mettre en place dans les années 1980 : la montée en puissance des « BRIC » (Brésil, Russie, Inde, Chine) et plus largement des pays dits « émergents », ce qui peut aussi être compris comme le passage de l'hégémonie unidimensionnelle des États-Unis à la multipolarité de la planète.

Les propositions relatives à la sortie de crise sont également fonction de cette dualité d'approches. Plus la crise est comprise comme financière et récente, et plus les réponses proposées visent à modifier le fonctionnement des systèmes de financement, à le réguler, à empêcher, par exemple, que les banques puissent continuer à prêter de l'argent de façon irresponsable. Les uns privilégieront alors des formules d'inspiration monétariste, d'autres seront davantage keynésiens, mais les uns comme les autres aboutiront à l'idée d'un retour au « bon » fonctionnement des marchés et de la finance. Pour les plus libéraux, le retour de l'État qu'impliquent des mesures destinées à faire face à la crise n'est que provisoire, il devrait laisser place, dès la situation rétablie, à un retrait du même État. À l'inverse, plus la crise est pensée comme la face sombre d'une grande mutation engagée depuis une trentaine ou une quarantaine d'années, et plus les propositions de sortie s'inscrivent dans la longue durée. Les unes sont nostalgiques du passé, et inspirées par le rêve d'un retour aux Trente Glorieuses : retour à des modèles nationaux et refus de la mondialisation, réinvention de modes de développement centrés sur l'industrie, priorité à l'État providence, efforts pour redonner vie au syndicalisme, etc. Les autres se projettent vers l'avenir sur la base, notamment, des utopies et des propositions portées depuis longtemps par les mouvements environnementalistes avec, par exemple, un grand intérêt pour la croissance « verte ». Quelques-unes doivent aussi beaucoup aux thématiques développées depuis une dizaine d'années par les acteurs des luttes altermondialistes, ce qui les éloigne des orientations mélancoliques des plus souverainistes ou nationalistes pour les inscrire dans un espace d'action supranational, et articulé à d'autres niveaux, régional, national ou local.

L'ÉPIDÉMIE DE GRIPPE A (H1N1)

Au printemps 2009, les médias ont soudain fait grand cas d'une épidémie décrite comme venue du Mexique, mettant en cause les élevages de porcs et relevant du franchissement de la barrière des espèces entre ces animaux et les humains. Le virus « mexicain » ou « porcine » a été vite signalé dans d'autres pays, aux États-Unis notamment, et la fièvre médiatique qu'il a suscitée a connu des hauts et des bas, comme si un

tel phénomène ne pouvait générer que de l'excès ou du défaut. L'épidémie de grippe A a même été présentée comme quelque chose de plus grave qu'une épidémie, à savoir une pandémie, et le plus souvent décrite en elle-même, sans lien avec des phénomènes plus anciens, avec lesquels elle a pu néanmoins être l'objet de comparaisons : on s'est demandé, par exemple, si elle n'était pas comparable à la grippe espagnole qui fit des ravages considérables au sortir de la Première Guerre mondiale. La logique de la comparaison est ici du même ordre que celle qui conduit à comparer la crise actuelle et celle de 1929 : elle ne signifie pas une quelconque inscription de la grippe A dans une continuité historique.

Mais là aussi, depuis une bonne trentaine d'années, nous prenons l'habitude d'analyser des phénomènes qui, à bien des égards, relèvent de logiques ou de processus comparables, ou posent des problèmes qui sont du même ordre. Le sida, la « vache folle », le Sras, la grippe aviaire, notamment : autant de fléaux où sont en cause le franchissement de la barrière des espèces, la circulation rapide des virus, leur transmission, le caractère planétaire et relativement soudain du malheur. Ce sont là aussi autant de défis lancés à la recherche scientifique, biologique, médicale, pharmaceutique, et qui interpellent les services nationaux et internationaux de santé en des termes comparables depuis assez longtemps.

Nous aurions pu envisager d'autres « événements » marquants de la période qui vient de s'écouler. Mais le plus important est que, si l'élection d'Obama, la crise financière ou l'épidémie de grippe A sont bien des faits historiques datés, repérables dans le temps et globaux en ce qu'ils concernent la planète tout entière, ils relèvent aussi du long terme, de la durée, de l'inscription dans des logiques qui ont commencé à se mettre en place depuis de nombreuses années. Il y a là bien sûr un constat qui aurait plu à l'historien Fernand Braudel, qui plaiderait pour que l'on distingue, précisément, différentes temporalités, à commencer par le temps long (et il raisonnait sur une bien plus longue distance que nous ne l'avons fait ici), en opposition au court terme, à l'actualité ou à la contemporanéité. Il y a aussi une invitation à ne pas céder trop vite aux sirènes des plus cyniques, ou des plus désabusés, pour qui n'existeraient plus que l'instant, l'absence de repères, le triomphe des valeurs du jeu et du calcul personnel, l'incapacité, aussi, à penser « collectif ». Nous vivons une mutation, qu'éclairent chaque jour des faits, des événements la plupart imprévisibles. Mais nous ne sommes pas totalement privés de ressources pour inscrire ces faits, ces événements dans des repères, des contextes, des transformations lentes, contradictoires ou hétérogènes. ■